

*Article 29 du Règlement*

Les cultivateurs font pousser leur récolte pendant l'été et la vendent pendant la campagne qui se termine le 31 juillet. Par conséquent, si le prix était plus élevé, ils toucheraient normalement cet argent au cours de cette période et c'est précisément à ce moment-là que ce milliard sera mis à leur disposition dans le cadre du programme spécial canadien pour le grain.

Notre réaction a été extrêmement positive. Ceux d'entre nous qui venons de l'Ouest pensions depuis longtemps que nous n'avions pas voix au chapitre. Les bureaucrates d'Ottawa imprimaient des formulaires, ils nous les envoyaient, nous les remplissions et nous les leur renvoyions. Cela ne s'est pas passé ainsi cette fois. Nous avons discuté avec les cultivateurs de tout le pays, mais surtout de l'Ouest. En effet, la majorité des agriculteurs en difficulté viennent de l'Ouest; c'est là que l'on produit la plus grosse quantité de céréales et d'oléagineux. Nous avons donc mis au point un programme avec les cultivateurs et je crois qu'il s'agit d'un programme très équitable.

Le député de Saskatchewan sait que sa province produit environ 39 p. 100 du grain. Elle a obtenu plus de 40 p. 100 des prestations. L'Alberta produit 25 ou 26 p. 100 de la quantité totale de grain et il a obtenu 26 p. 100 des prestations. Ma province, le Manitoba, a obtenu 15 p. 100 des prestations pour une production de 15 p. 100. C'est une façon très équitable de résoudre un très grave problème et qui permet de donner de l'argent aux cultivateurs au moment de l'année où ils l'auraient touché si les prix avaient été plus élevés.

Pour ce qui est de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, l'une des premières choses que nous ayons faites une fois élus a été de modifier la loi pour faire des paiements provisoires aux cultivateurs avant les semailles de printemps. Nous avons constaté les effets de cette initiative ces trois dernières années. Il y a eu un paiement provisoire de 450 millions, je crois, en avril 1985. Il y en a eu un autre de 580 millions en avril 1986, et nous avons annoncé un nouveau paiement provisoire de 705 millions, il y a 10 jours.

Cela représente une somme considérable qui sera mise à la disposition des cultivateurs à un moment critique de l'année, celui des semailles de printemps. Si nous ajoutons ces 705 millions au reste du programme spécial pour le grain, cela donne près de 1,3 milliard que les cultivateurs de l'Ouest recevront à la période la plus critique de l'année, celle des semailles de printemps.

• (2050)

Si l'on considère les sommes versées à la seule province de la Saskatchewan, on verra qu'il s'agit de 676 millions de dollars, ce qui est une énorme somme versée à un moment critique de l'année. Aussi lorsque les députés d'en face prennent la parole pour affirmer que le gouvernement a abandonné l'agriculture et que nous ne nous en soucions guère, cela ne correspond absolument pas au bilan du gouvernement dans le domaine de l'agriculture.

**M. Althouse:** Lisez la motion.

**M. Mayer:** Nous avons adopté une autre méthode et nous avons pris les devants en ce qui concerne le gouvernement et le pays. Nous nous rendons tous compte que le problème qui se

pose dépasse largement nos frontières. Il est d'envergure internationale.

**M. Benjamin:** Et alors?

**M. Mayer:** C'est un problème qui concerne la guerre commerciale que se livrent la communauté européenne et les Américains. La plupart des agriculteurs et des personnes sensées se rendent compte qu'on ne peut trouver de solution durable qu'à l'échelle internationale.

Qu'avons-nous fait à l'échelle internationale? Nous avons pris l'initiative . . .

**M. Benjamin:** On croirait entendre R.B. Bennett.

**M. Mayer:** . . . d'essayer de trouver des solutions. C'est notre premier ministre (M. Mulroney) qui s'est entretenu avec les dirigeants agricoles à Vancouver l'année dernière avant d'aller au sommet de Tokyo pour leur dire qu'il soulèverait la question de l'agriculture au sommet, ce qu'il a fait. C'est le Canada qui a organisé la première rencontre des cinq principaux exportateurs de blé. Nous avons pris la direction des opérations. Nous avons joué le rôle principal à la réunion du GATT à Punta del Este, en Uruguay, et l'agriculture fera partie maintenant de l'ordre du jour principal du GATT. Nous avons pris la direction des opérations à l'échelle internationale en cherchant une solution durable à ces problèmes.

Les députés d'en face nous accusent de ne pas avoir de politique. Nous en avons une. Si j'avais une demi-heure je pourrais vous dire tout ce que nous avons fait sur le plan international et vous exposer toutes les initiatives que nous avons prises.

**M. Althouse:** Dites-nous simplement ce qu'est votre politique pour l'an prochain. C'est là-dessus que porte la motion.

**M. Mayer:** Nous faisons trois choses. Tout d'abord nous recherchons des solutions internationales. Notre premier ministre montre la voie à cet égard. Comme il l'a dit aujourd'hui, nous obtenons quelques résultats. Ils ne sont peut-être pas très spectaculaires, mais ils sont réguliers.

Deuxièmement, nous fournissons une aide financière considérable, sans mentionner ce que nous avons fait pour réduire les coûts de production, car nous avons pris d'importantes initiatives à cet égard. Comme je viens de le dire nous avons fourni une énorme quantité d'argent liquide.

Troisièmement, et c'est tout aussi important, nous avons encouragé et appuyé la Commission canadienne du blé dans ses efforts pour vendre notre produit à l'étranger, de sorte que lorsque les marchés se normaliseront—et cela viendra, nous en sommes sûrs—le Canada soit bien placé et ait établi sa réputation de fournisseur fiable, capable de ravitailler lorsque les prix remonteront. C'est une différence très nette avec la politique des gouvernements précédents.

Il y a 15 ans, au début des années 1970, la situation était la même et le gouvernement a simplement quitté le marché international, créé le programme d'initiatives locales et diminué la production de moitié en un an, ce qui a été catastrophique pour nous. Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous appuyons ce que nous considérons comme une industrie très importante. Et c'est ce que nous avons l'intention de faire tant que dure la période difficile.